



jeunes.npa2009.org



De la Cop21 à Air France : ne les laissons pas baillonner nos mobilisations !

NON À L'ÉTAT D'URGENCE !

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que les mesures prises par le gouvernement suite aux horribles attentats du 13 novembre dernier montrent leur vrai visage. Sous couvert de protéger les populations, de lutter contre le terrorisme, c'est une politique d'offensive généralisée contre les jeunes et les travailleurs qui se renforce une nouvelle fois. Bombardements démultipliés en Irak et en Syrie, prolongation de l'état d'urgence pour trois mois supplémentaires, injonctions répétées à l'union nationale et à la trêve sociale : il s'agit pour ce gouvernement de toujours mieux défendre les intérêts des capitalistes en baillonnant tous ceux qui tentent de résister à sa politique guerrière et anti-ouvrière.

Non à l'union nationale !

La première réaction de Hollande suite aux attentats a été d'appeler à l'union nationale et à la trêve sociale. Sous couvert de recueillement pour les victimes, nous devrions mettre de côté nos luttes et nos revendications et nous ranger au garde à vous derrière le drapeau français, la Marseillaise et bien sur derrière le gouvernement lui-même. Pourtant, ni ce dernier, ni le patronat, n'arrêtent leurs attaques de leur côté : plans de licenciements à Air France, nouvelle hausse du chômage, attaques sur les retraites, dégradation des conditions de travail... La trêve, telle qu'ils la conçoivent est bien sélective. Elle concerne uniquement les jeunes, les salariés, qui tentent dans différents secteurs de résister au rouleau compresseur de l'austérité et des politiques anti-ouvrières. Pour cela, ce sont bien des mesures de répression, des mesures liberticides qu'a décidé de mettre en place le gouvernement.

Une répression déchaînée

Depuis les attentats, les rassemblements et manifestations sont interdits, et ce dans toute la France. Le weekend dernier, le gouvernement n'a pas hésité à interdire toutes les manifestations contre la COP21 et ce sont plusieurs dizaines de militants écologistes qui ont été assignés à résidence, comme de véritables terroristes ! Les interdictions, au soi-disant motif de sécurité, n'ont ciblé que les événements dénonçant la politique du gouvernement : bizarrement, aucun centre commercial, aucun marché de Noël ou aucun stade de foot n'a été fermé, et aucune commémoration officielle n'a été annulée, alors que les risques terroristes y sont au moins aussi forts. Les manifestants qui ont tout de même défilé dimanche dernier contre

la COP21 ont été confrontés à une répression inouïe de la part des forces de l'ordre : 300 interpellations et 174 gardes à vue. Le gouvernement et ces chiens de garde médiatiques se sont efforcés pendant tout le weekend de promouvoir une version fallacieuse des faits ; accusant les manifestants qui déambulaient pacifiquement d'avoir saccagé les hommages aux victimes des attentats, alors que ce sont les policiers eux-mêmes qui les ont piétiné pour pouvoir matraquer et gazer les centaines de personnes rassemblées sur la place de la République. Nous exigeons la relaxe immédiate et l'abandon de toutes les poursuites à l'encontre des manifestants arrêtés le 29 novembre.

Pas de trêve sociale face à ce gouvernement !

Face à de telles meures, les mobilisations n'ont donc aucune raison de s'arrêter, et d'abord celle organisée à l'appel de nombreux syndicats le 2 décembre prochain devant le tribunal de Bobigny où 5 salariés d'Air France sont convoqués pour avoir déchiré la chemise du DRH qui leur avait annoncé le licenciement de plus de 2000 personnes. La mascarade que constitue la Cop21 révèle également une nouvelle fois que le capitalisme est en train de mener l'humanité à sa perte. Il est temps d'en finir avec ce système, pour mettre en place une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, une société basée sur la solidarité, la satisfaction des besoins et pas sur l'accumulation de profits d'une petite minorité, au détriment de l'humanité entière. C'est par nos luttes que nous l'imposerons.